MARCHÉ DES EAUX MINÉRALES ET DE SOURCE

Entre risques et opportunités de croissance

Malgré les risques de non-conformité aux normes et des dysfonctionnements du système de distribution, le marché national des eaux embouteillées (eaux minérales naturelles et eaux de source) poursuit une bonne progression et affiche un bon potentiel de croissance à moyen terme.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Plus de 10 000 bouteilles d'eau minérale Youkos ont été saisies mercredi dernier à El Tarf.

Ce retrait, qui intervient après la détection d'un streptocoque dans un lot embouteillé le 13 juin dernier à Tébessa, a été opéré certes à titre préventif, dans la mesure où aucun flacon du lot incriminé n'a été mis en vente dans la wilaya d'El Tarf.

Des échantillons seront toutefois soumis à des analyses bactériologiques. Une affaire, qui soulève la problématique du contrôle de qualité des produits, malgré les efforts des services du ministère du Commerce.

Plus de 11 000 interventions de contrôle en 2011

En ce sens, l'étude de la filière boissons en 2012, réalisée sous l'égide de l'Association des producteurs algériens de boissons (APAB), indique que les services de contrôle ont en 2011 effectué 11 025 interventions, soit 4,4% du nombre total (251 403), dans le secteur des boissons et eaux embouteillées.

75% des ces interventions ont eu lieu au niveau du commerce de détail, 14% au niveau de la production, 9% au niveau du commerce de gros et 3% au niveau des services.

Certes, l'on constate que les cas de non-conformité pour cette filière ont diminué durant les dernières années, 85% en moyenne des contrôles révélant des situations conformes aux normes.

Les cas de non-conformité persistent

Cependant, des cas de non-conformité persistent et constituent une préoccupation pour la santé publique. Des infractions sont constatées, portant sur le défaut d'hygiène et la mise en vente de produits impropres à la consommation. Ainsi, 89% des infractions constatées font l'objet de procès-verbaux, le reste débouchant sur des avertissements.

Selon des producteurs, les produits sont, le plus souvent, très mal conservés au niveau des commerces de détail, en particulier durant la période des grandes chaleurs (boissons en PET exposées en plein soleil par exemple).

L'on note également que le dysfonctionnement du système de distribution des produits entraîne des dérives au niveau de la distribution de détail, sans respect des conditions d'hygiène, et favorise aussi les pratiques de contrefaçon sur les marques.

Un marché en progression

Pour autant, la consommation des eaux minérales et de source poursuit encore sa progression, déjà remarquée depuis les années 1990 et favorisée, depuis 2005, par l'augmentation des niveaux de revenus des ménages. L'offre d'eaux embouteillées s'est, en effet, fortement diversifiée avec la présence, actuellement, de pas moins d'une quarantaine de marques sur le marché. Notons que l'entreprise Ibrahim&Fils, Ifri, maintient son leadership, occupant 30% des ventes.

Photo : Samir Sid

Pour 2013, la consommation a atteint 24 litres par tête par an.

Cette société bénéficie sur le marché domestique de sa forte publicité et de l'utilisation régulière de promotions sur les prix. La filière s'illustre aussi par la présence de marques réputées à l'image de Saïda, Guedila, Lala Khedidja, Nestlé. Ce qui s'explique par le fait que ce produit est recherché pour la qualité de l'eau avec des attributs thérapeutiques.

Egalement, la faible qualité de l'eau potable dans certaines régions incite les ménages à acheter l'eau embouteillée pour les membres vulnérables (malades, personnes âgées, bébés...). En outre, le petit conditionnement (33 cl) connaît un grand succès et se développe grâce à la restauration hors foyer et son réseau particulièrement dense en milieu urbain.

5% de croissance à moyen terme

Ainsi, la croissance de la demande d'eau embouteillée, évaluée à 5%, continuera à être entraînée par une large disponibilité de l'eau embouteillée et par le développement des pratiques de santé liées à la consommation d'eaux saines et riches en minéraux.

Selon cette étude, la consommation, qui a atteint les 23,7 litres par tête par an en 2012, devrait progresser à 24 litres en 2013, 24,6 litres en 2014 et 25,3 litres en 2015. Avec un prix moyen de 14,40 DA le litre, la consommation des eaux était de 23,4 litres par tête par an en 2011 (22,5 en 2008), pour un volume de 8 407 000 hl et des ventes de 12,131 milliards de dinars (un volume de 8 310 918 hl et des ventes d'une valeur de 11,710 milliards de dinars en 2010).

D'autre part, l'on indique que si les importations d'eaux embouteillées sont insignifiantes, les exportations par contre sont en très forte hausse puisqu'elles passent de 1,5 million de dinars en 2009 à 3 millions de dinars en 2010. Selon le constat de l'APAB, les entreprises des eaux embouteillées dominent la filière, à 79% pour le chiffre d'affaires, à 77% pour la valeur ajoutée, à 76% pour le résultat net et à 76% en termes d'investissements bruts.

Les atouts et risques du marché

Ainsi, la branche des eaux embouteillées possède des forces (taille du marché, bonne rentabilité, qualité) et présente des opportunités (taille et croissance du marché, possibilité d'exportation et gisement important en matière de sources), indique-t-on.

Toutefois, l'on observe que cette catégorie de boissons rafraichissantes montre des faiblesses (coût de l'emballage, faible niveau de développement du circuit de distribution), voire s'expose à des menaces et risques (pollution de l'environnement de la source, fluctuation du prix de la matière première PET, taxes).

Des forces, des opprtunités, des faiblesses et des risques que la branche partage, à des degrés divers, avec les autres boissons gazeuses, jus et boissons alcoolisées.

C. B.

STRUCTURES DE SANTÉ

La gestion, talon d'Achille

L'aveu est du premier responsable de la santé : le secteur souffre de mauvaise gestion. Un constat déjà établi par Ziari et partagé par les principaux acteurs d'un secteur budgétivore mais dont les prestations n'arrivent à satisfaire ni le corps médical ni encore moins les usagers. Le ministre de la Santé en appelle à la mise en place de nouvelles normes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Diagnostic sévère de Ziari, après celui établi en début de semaine au sujet de la situation des structures de santé. Depuis Boumerdès, le ministre de la Santé affirmait jeudi que «le secteur de la Santé en Algérie est confronté actuellement à un manque d'effort nécessaire à l'amélioration de la gestion et de la planification, comme il est d'usage dans les entreprises économiques performantes».

Dans l'espoir de remédier à cette situation, Ziari trace une feuille de route avec pour objectif l'amélioration de la gestion des différentes structures sanitaires «selon de nouvelles normes» avec «l'établissement de plans nets et précis, intégrant toutes les données des objectifs à atteindre. Il y a quelques mois déjà, le même ministre qui réunissait à Tipasa les directeurs de la santé de l'ensemble des wilayas s'insurgeait contre l'acquisition anarchique de matériel médical inexploité.

Du matériel qui reste souvent en stand-by faute de médecins spécialistes nécessaires à leur mise en marche ou de techniciens en mesure d'assurer la maintenance.

Pour tenter de mettre un terme à cette gestion anarchique, Ziari avait évoqué la possibilité de l'établissement prochain d'une agence nationale chargée du suivi et de la gestion des plateaux techniques des hôpitaux comme les scanners, les équipements de laboratoire et des blocs opératoires. Cette agence devrait être créée dans la cadre d'une «stratégie nationale visant une gestion rationnelle des hôpitaux, conformément au plan national fixant les besoins du secteur».

En attendant, les administrateurs qui sont à la tête des différentes structures de santé tentent tant bien que mal de parer au quotidien. Résultat : des pénuries récurrentes, du matériel acquis à coups de millions ne fonctionnant plus faute d'entretien. Un état des lieux maintes fois dressé par les intervenants du secteur qui sans remettre en cause la formation dispensée par l'Ecole nationale d'administration qui assure la formation initiale des gestionnaires des établissements de santé n'est pas à mettre en cause, au même titre que l'Ecole nationale de la santé publique d'El-Marsa qui assure la formation continue de ces gestionnaires.

Photo : Samir Sid

Les administrateurs tentent tant bien que mal de parer au quotidien.

Avec des programmes pertinents et des enseignants compétents, ces deux écoles arrivent à former des gestionnaires qui se heurtent rapidement à la réalité du terrain : une machine administrative lourde, des outils de gestion datant d'une autre ère et un personnel d'encadrement administratif et technique souvent en nombre insuffisant et la plupart du temps démotivé.

Un cocktail détonant qui fait des structures de santé des machines à consommer des budgets sans être des exemples en matière de performance.

N. I.